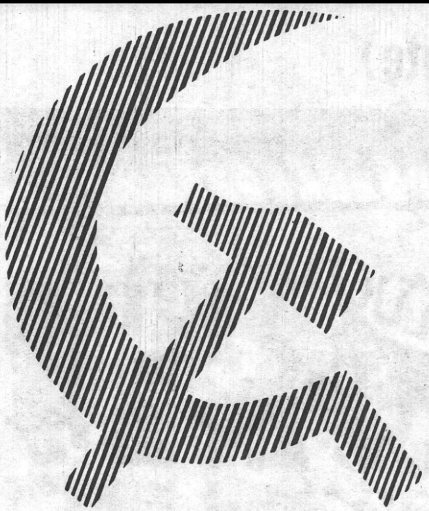




COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

samedi 3 février 1979

N° 8

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

France:

LA COLERE DES

SIDERURGISTES

A Longwy, ville du bassin minier de Lorraine, 300 manifestants ont attaqué un commissariat de la ville le 30 janvier. Ils avaient décidé cette riposte en réponse à l'intervention d'une brigade de CRS contre une occupation d'usine.

En France le chômage continue de se développer. Les licenciements pour raisons économiques sont de plus en plus nombreux. Dans un tel contexte la Lorraine tient une place particulière car c'est l'ensemble de l'économie sidérurgique qui est touchée et condamnée par le gouvernement. Et plus de 20.000 travailleurs sont menacés de perdre leur emploi définitivement au cours des prochains mois.

Face à ce problème la politique du gouvernement est mise à nu. Raymond BARRE qui répond toujours aux questions sur le chômage par des considérations générales sur l'expansion de l'industrie ou sur le développement de la balance commerciale, ne peut cette fois-ci cacher son incapacité à régler le problème de la Lorraine. Le gouvernement n'a rien à proposer. Il le dit clairement. Il se contente de demander cyniquement aux travailleurs concernés d'accepter leur sort avec compréhension et patience.

Mais, en attaquant le commissariat de Longwy les travailleurs ont montré que leur patience avait des limites. Il est sûr que, même si ce geste décidé n'a été le fait que de 300 manifestants, il exprime la colère qui anime depuis plusieurs mois les futurs licenciés de la Lorraine et aussi celle des chômeurs des autres régions de France.

Le problème qui se pose actuellement est de savoir si ce geste spectaculaire va rester isolé sans lendemain, exprimant la colère des travailleurs, mais aussi leur désespoir. Ou bien servira-t-il de détonateur, entraînant les ouvriers du bassin lorrain à dépasser les limites fixées à leurs luttes jusqu'à présent par les syndicats. A la suite de ce premier geste les travailleurs décideront-ils de passer à l'offensive contre le chômage, ne se limitant pas aux manifestations-promenades des syndicats ?

Ils sont des centaines de milliers à être concernés et ils ont la force de le faire. Reste à savoir s'ils voudront soulever la chape sous laquelle les maintiennent les syndicats.

GUADELOUPE: 116 F LA TONNE DE CANNE ... UNE INSULTE AUX PETITS PLANTEURS !

Il faut que le préfet de Guadeloupe soit bien sûr qu'il n'encourt pas la colère des petits planteurs pour oser leur présenter le prix de la canne pour 1979 comme une bonne affaire pour eux.

Comme pour les salaires des ouvriers agricoles, c'est une hausse de 6% que usiniers et administration coloniale retiennent comme base de leurs calculs.

Or, on le sait, le coût de la vie a infiniment plus augmenté que cela.

On ose proposer aux paysans 116,12 F et 7F de subvention pour ceux qui plantent moins de mille tonnes. Or les syndicats paysans, depuis plusieurs années, ont estimé le prix de la canne à un niveau supérieur et de beaucoup à ces 116,12 F.

L'an dernier, selon certaines estimations, reprises par l'administration elle-même lors du colloque Dijoud, le prix de revient de la tonne de canne se situe au moins à 156 F.

Les paysans veulent que leurs cannes leur soient payées au moins à ce prix là. Sinon leur travail, non seulement enrichit les grosses sociétés accapareuses telles les SIS, SAG, SAUB et Cie mais encore, ils se retrouvent complètement démunis la récolte terminée !

C'est inadmissible !

Les syndicats paysans ont déjà annoncé qu'ils appelleraient les planteurs à ne pas commencer la récolte et donc à faire grève de livraison des cannes aux usines.

Bien sûr un tel mouvement s'il se déclençait aurait une portée certaine. Et les paysans gagneraient ainsi la sympathie et l'appui de toute la population laborieuse. Mais il faut aussi voir que les usiniers disposent de près de la moitié des cannes produites sur leurs propres champs.

Un mouvement de la paysannerie, pour réussir, devrait avoir donc le soutien des ouvriers agricoles travaillant dans les terres de l'usine.



Bien sûr les travailleurs agricoles ont bien des raisons d'entrer en lutte de leur côté. Mais encore ne faut-il pas que ceux, l'UPG et l'UTA, qui dirigent les syndicats les plus importants de la canne, ne tiennent pas un langage démobilisateur aux ouvriers agricoles. Il ne s'agit pas d'appeler ceux-ci uniquement à un simple mouvement de solidarité avec les paysans planteurs. Les ouvriers agricoles ont aussi à se battre pour leur propre compte et pour leurs propres revendications.

C'est en agissant ainsi qu'ils soutiendront le mieux les planteurs en lutte contre le même ennemi.

L'attitude des colonialistes et des usiniers, tous unis dans le même but, est une véritable insulte aux travailleurs des Antilles.

Et leur but est de préserver les profits des capitalistes comme le Baron Empain, actionnaire de la SIS, et pour cela pressurer, écraser ouvriers et paysans des Antilles !

Pourquoi ceux-ci accepteraient-ils de faire les frais de la crise d'un système capitaliste qui est l'affaire des Empain et autres milliardaires capitalistes...

C'est à ces gens là de faire des sacrifices. Et il faut le leur imposer. Et nous travailleurs, nous avons, si nous le voulons, les moyens de le faire.

La lutte résolue et unie des deux classes laborieuses ouvrière et paysanne dans la canne, si elle vise à contraindre les capitalistes usiniers à prendre sur leurs profits et à faire eux des sacrifices, peut déboucher sur un succès.

Martinique: grève des arbitres... PAS BESOIN DE GENDARMES POUR SURVEILLER NOS LOISIRS !

Aucun match de football n'a pu avoir lieu dimanche 28, en raison de la grève des arbitres. Par cette grève, ceux-ci protestent contre la violence qui règne sur les stades et demandent que leur sécurité soit assurée, notamment par la présence renforcée de gendarmes durant les matchs.

Cette affaire passionne les Martiniquais et mérite donc qu'on s'y arrête.

Il est certain que ce mécontentement n'est pas sans fondement : c'est très souvent qu'éclatent des incidents où les arbitres sont violemment pris à partie. Tout le monde a encore en mémoire le fameux match Martinique-Haïti où l'on vit une partie de la foule se ruer sauvagement sur les joueurs et l'arbitre haïtiens et les mettre à mal.

De tels incidents sont lamentables et honteux. Mais ils ont des causes.

Si le sport en arrive à susciter un pareil déchaînement d'agressivité chez certains spectateurs, c'est qu'il existe dans la société antillaise une violence latente, contenue et refoulée, qui s'exprime à des degrés divers chez les individus. Cette violence est le répandant exact d'une autre violence : celle du colonialisme, qui se traduit aussi bien

par la présence et l'emploi de forces armées contre la population, que par les multiples frustrations et humiliations engendrées par la misère, le chômage, l'exploitation, et toutes les contraintes subies par les opprimés.

Mais que cette violence, inhibée en temps «normal», se libère sauvagement à l'occasion d'un simple match de football, indique à quel point certains individus sont influencés par la propagande chauvine distillée par le colonialisme. Ces spectateurs qui s'en prennent aux arbitres dans ce qui ne devrait être qu'un affrontement sportif amical, sont les jouets inconscients d'une politique coloniale qui, elle, est bien consciente et qui consiste à grossir démesurément l'importance du sport dans la vie sociale, par tous les moyens dont dispose la grande presse moderne, jusqu'à en faire un centre de préoccupation essentiel, et parfois unique, pour des milliers de gens. Cette même politique vise également à développer à grande échelle le chauvinisme et l'esprit de clocher, à un point tel que la simple victoire de «son» équipe devienne pour le spectateur un enjeu vital; toute défaite est alors res-

sentie par lui comme une atteinte à son honneur personnel qui appelle vengeance, et ce chauvinisme exacerbé cultive ainsi un état d'esprit revanchard contre l'adversaire sportif devenu pour l'occasion un véritable ennemi.

Le pouvoir colonial a tout intérêt à développer cet état d'esprit; cela lui permet de détourner l'attention des opprimés vers des préoccupations sans danger pour lui, et de faire en sorte que les colères accumulées dans les coeurs se déchargent sur les stades, contre arbitres ou joueurs, et non contre le système répressif du colonialisme lui-même. Le football apparaît ainsi comme une sorte de soupape de sûreté qui permet l'échappement périodique de la vapeur au-dessus d'une eau qui bout.

Dans ces conditions, la revendication des arbitres de voir un plus grand nombre de gendarmes sur les stades, si elle reflète un souci bien compréhensible de ne pas être malmenés par quelques spectateurs déchaînés, n'est cependant pas faite pour améliorer la situation existante.

Suite en page 2

Guadeloupe : LUTTONS, MAIS POUR DES AUGMENTATIONS QUI EN VALENT LA PEINE !

En ce début d'année, des discussions sur les salaires ont lieu dans de nombreuses entreprises, notamment dans le commerce.

A Superette, les employés réclament 12% ce qui amènerait les salaires les plus bas autour de 1900 F. Le patron propose 11% en plusieurs étapes. A la SOFROI, ils réclament 300F pour tous, chez BATA la lutte a été engagée sur 2.000F minimum.

Les patrons unanimement refusent ces revendications, des fois pour 1% de différence. Et les travailleurs doivent rentrer en lutte pour les obliger à céder.

Alors puisque les patrons veulent la bagarre, pourquoi ne pas se mettre en lutte pour des augmentations qui en valent vraiment la peine, qui amèneront un changement substantiel pour les employés.

Le syndicat CGT avait fixé le salaire minimum à 2.200F au début de l'année 1978. Il serait possible d'exiger de n'avoir aucun salaire inférieur à ce montant, et se battre pour une augmentation générale et uniforme. Cela permettrait aux travailleurs d'être tous unis dans la lutte, et cela ferait aussi que cette lutte ne profiterait pas principalement à ceux qui ont déjà des salaires élevés, comme c'est le cas avec l'augmentation en pourcentage.

Pour de telles augmentations, la lutte ne serait pas plus dure que celle que doivent mener actuellement les travailleurs pour des augmentations moindres. Car face aux patrons toute lutte dans cette période de crise doit être dure et bien organisée pour les obliger à céder quelles que soient les revendications avancées.

CANNE (Martinique) UNE SEULE VRAIE SOLUTION POUR LES PETITS PLANTEURS : LA LUTTE !



P.C.M. trouve à proposer aux ouvriers agricoles menacés de chômage et aux petits planteurs dans la misère; faire appel au gouvernement colonial pour qu'il se préoccupe lui-même de trouver une solution, au lieu d'organiser la lutte contre le gouvernement colonial et les capitalistes usiniers qu'il protège.

Cette voie-là mène tout droit au découragement et à la démoralisation, parce qu'il est bien évident que le gouvernement ne prendra aucune mesure et ne fera rien pour secourir les exploités de la canne. La seule façon de l'y contraindre c'est de s'organiser et de se battre, et non de pleurer et gémir en implorant une aide qu'il ne veut pas donner.

Refuser de se faire des illusions sur la bonne volonté du gouvernement envers les pauvres, comprendre que celui-ci est du côté des riches, c'est la première condition pour remporter, ne serait-ce que des succès partiels dans la lutte.

Le gouvernement soutient les usiniers et gros propriétaires fonciers qui sont à l'origine de la crise de l'industrie sucrière. C'est ce gouvernement qui a fourni à ces derniers des centaines de millions de subventions pour soi-disant «relancer» la Canne, millions qu'ils se sont empressés d'aller investir dans le commerce et l'import-export tout en continuant à fermer les usines. C'est ce même gouvernement qui envoie en masse gendarmes et garde-mobiles contre les ouvriers agricoles à la moindre grève.

Et c'est ce même gouvernement que le P.C.M. prie humblement de venir en aide aux ouvriers de la canne et aux petits planteurs.

En effet, après avoir appelé le gouvernement à l'aide pour sauver la banane martiniquaise, le Parti Communiste Martiniquais vient de déposer une nouvelle motion au Conseil Général sur le problème de la canne. Cette fois-ci, le P.C.M. «demande au gouvernement de prendre d'urgence les mesures nécessaires» pour maintenir l'activité sucrière à l'usine du Lareinty menacée de fermeture et pour accorder aux petits planteurs le prix qu'ils réclament pour la tonne de canne lors de la prochaine récolte.

Voilà donc la seule solution que le

musique : HOMMAGE A STEVE

La semaine dernière, mourait à Paris à l'âge de 24 ans un jeune percussionniste, Steve Bregmestre. Celui-ci, qui avait fait ses débuts dans le groupe «Acacias», exerçait ensuite ses talents dans diverses troupes et groupes musicaux, accompagnant notamment Robert Loyson.

Passionné de gro-ka, jouant avec une fougue et une virtuosité infatigables, il était aimé de tous pour sa gentillesse et sa générosité.

En plusieurs occasions, il avait manifesté une sympathie indéniable pour les idées révolutionnaires.

Ses camarades ont tenu à aider sa famille qui voulait l'enterrer ici, en Guadeloupe. Dimanche 28, au Hall des Sports, une foule nombreuse était présente pour assister au gala donné à cette intention par divers groupes dont Guadeloupe Percussions, Takouta, Acacias, Karukéra.

Ce gala était sans doute le plus bel hommage qu'ils pouvaient lui rendre, lui qui n'avait vécu que pour la musique.

guadeloupe: Supérette en grève

Depuis samedi 27 janvier, les employés ont décidé d'arrêter le travail.

Ils réclament une augmentation de 12% immédiatement.

Il s'agit pour eux de compenser au moins en partie les retenues importantes de la Sécurité Sociale. Le patron propose lui, 11% en 3 étapes sur l'année.

Les grévistes refusent cette proposition, car ils sont conscients qu'avec la hausse incessante du coût de la vie cette augmentation répartie sur l'année serait vite dépassée par les prix.

Leur combativité est grande : mardi 31, ils entraînaient dans la lutte ceux du dépôt de Jerry et ceux du magasin en ville.

En organisant eux-mêmes leur grève et en continuant à faire preuve de la même détermination les travailleurs mettent toutes les chances de leur côté pour faire céder Paulin.

A NOS LECTEURS !

Le Journal COMBAT OUVRIER est désormais hebdomadaire.

Vous pouvez le trouver en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1F50.

Réclamez-le à votre libraire.

COMBAT OUVRIER hebdomadaire est vendu en France au prix de 2 F.

Tarif d'Abonnement :

Antilles : pour un an 65,00 F
pour 6 mois 35,00 F

France : pour un an 100,00 F
pour 6 mois 50,00 F

Abonnez-vous pour soutenir le journal !

GREVE DES ARBITRES (suite)



D'abord parce que la présence de forces armées ne peut qu'exciter la hargne et la rage d'une foule sous pression, qui ressent, avec juste raison d'ailleurs, cette présence comme une nouvelle brimade et une nouvelle menace.

Ensuite, parce que c'est donner au colonialisme le bâton pour se faire battre. Réclamer des gendarmes en plus grand nombre sur les stades, c'est demander au colonialisme d'accroître son pouvoir de répression contre la population, en faisant pénétrer en masse jusque dans les lieux de loisir ses chiens de garde armés et dressés à réprimer. Cela signifie que tous les domaines de la vie sociale sont contrôlés et pris en main par les bandes armées du colonialisme français, les lieux de distraction eux-mêmes n'échappant pas à cette étroite surveillance.

Or, les travailleurs, et la population dans son ensemble, n'ont pas intérêt à voir ce contrôle se renforcer.

Si beaucoup de spectateurs, au côté des arbitres et des joueurs, estiment que les violences sur les stades sont inadmissibles et les réproouvent fortement, ils doivent trouver moyen de s'organiser eux-mêmes de façon à empêcher qu'elles aient lieu. Car finalement ces violences sont généra-

lement le fait d'une minorité d'individus qui peuvent déclencher en un clin d'œil le désordre et la panique dans une foule inorganisée et prise au dépourvu.

Il suffirait de rendre la grande masse des spectateurs consciente du danger que représentent ces trublions, et d'organiser un service d'ordre de volontaires pris parmi les spectateurs les plus responsables, pour éviter que des incidents aient lieu.

L'intervention des spectateurs eux-mêmes contre les trouble-fête, même s'ils sont nombreux, serait à coup sûr beaucoup plus efficace pour calmer les choses que celle des gendarmes qui ne font qu'exciter la colère de tout le monde.

Certes, une telle solution suppose la participation active de la population à ce qui la concerne, et la prise en charge par les spectateurs eux-mêmes de l'instauration d'un véritable discipline et du respect de l'ordre. Mais cela a une toute autre signification que l'intervention répressive des «forces de l'ordre» coloniales. Et finalement les arbitres auraient bien plus intérêt à faire appel à l'esprit de responsabilité et à l'organisation des spectateurs qu'à demander un renforcement de la répression coloniale.

Claire GOYA

émigration LE P.C.F. AUX ANTILLAIS : «Votez, nous ferons le reste...»

Le 27 janvier dernier, la fédération de la Seine Saint Denis du PCF a organisé à Bobigny dans la région parisienne une journée de «solidarité et d'amitié» avec les peuples des DOM-TOM.

Cette journée a attiré quelques 500 personnes dont les deux tiers d'Antillais.

Cette journée comportait quelques manifestations culturelles comme une exposition de photos, la prestation de la troupe de marionnettes antillaises Boua-boua et celle du chanteur Moun'kika. Elle s'est terminée par un bal.

L'autre face de ce rassemblement a été marquée par les interventions politiques de membres du PCF. L'après-midi, il y eut principalement celle d'un conseiller municipal antillais et dans la soirée celle d'un membre du bureau politique du PCF.

Que les travailleurs antillais en France aient l'occasion d'entendre parler de politique n'est pas une mauvaise chose. Le problème c'est que, à aucun moment de cette journée, il ne leur a été possible de discuter réellement de leurs problèmes. Le débat annoncé au programme a été bâclé et saboté dès que des contestations sont apparues.

Par ailleurs, les seules propositions qui ont été faites aux travailleurs antillais présents face aux problèmes qu'ils affrontent tant aux Antilles qu'en France ont été d'adhérer au PCF, de se défier du PS, de bien voter aux élections cantonales et aux élections européennes. Le clou de la soirée a sans aucun doute été les appels pathétiques en direction des Antillais pour qu'ils aident le PCF à défendre... l'indépendance de la France en Europe !

Mais la dépendance des Antilles vis-à-vis des capitalistes français ne semble pas les gêner...

La précédente journée organisée par le PCF de la Seine Saint Denis l'avait été juste avant les dernières législatives; cette dernière a lieu juste avant les cantonales et les élections européennes. Ce n'est pas un hasard, toutes ces journées ne sont que des réunions électorales camouflées, rien de plus.

Des petits gangsters antillais font-ils du tort à l'émigration ?

La semaine dernière, un certain nombre de compatriotes vivant en France ont été quelque peu indignés par la publication dans un quotidien à scandale français des exploits, accompagnés de photos d'identité, de quatre petits gangsters antillais.

Certaines réflexions traditionnelles du genre «antillais pa bon», «yo ka fouté enki couillonad», «cé yo kon sa ka sali nou»... sont revenues sur les lèvres.

Certains travailleurs antillais se sont donc senti touchés dans leur fierté, dans leur dignité, par l'activité de ceux qu'ils considéraient comme des brebis galeuses.

Eh bien, nous pensons qu'ils ont tort. D'abord parce qu'il n'y a pas davantage de délinquants dans le milieu antillais que dans les autres. Ensuite parce qu'à notre avis il n'y a pas plus de raisons d'être gêné par les activités de ces petits gangsters que d'être fier des succès d'un Trésor ou d'un Janvion. Notre dignité ne dépend pas, en bien ou en mal, de l'attitude d'un ou deux individus. Notre dignité est par contre fonction de notre façon de réagir à tous, tous les jours, sur nos lieux de travail ou ailleurs, contre l'exploitation, contre les discriminations. L'affirmation de notre dignité ne viendra pas du fait que chaque membre de la communauté antillaise en France se fera le plus petit et le plus discret possible.

Elle viendra quand nous serons capables de montrer notre détermination à lutter pour nous occuper nous-mêmes de nos affaires tant en France qu'aux Antilles.

EDF Martinique : La sécurité sur les chantiers

Les chefs de service, le responsable de la formation professionnelle, les membres de la direction eux-mêmes ne cessent de répéter qu'il faut respecter les mesures de sécurité sur les lieux de travail et tentent toujours de prouver que les agents sont responsables des risques encourus.

Mais les faits sont là, et ils parlent d'eux-mêmes. La direction n'est pas sans reproche.

C'est ainsi que le matériel usagé dans les équipes n'est pas tout de suite remplacé, comme cette perche de mise à la terre au district de Trinité qui n'a plus qu'une tige au lieu de trois. Si bien que le monteur doit tenir les pinces de mise à la terre avec sa main.

Les pinces et les tournevis dont l'isolant est détérioré, les gants, les bottes ou les chaussures de sécurité qui sont usagés, les câbles de mise à la terre qui manquent, les ceintures, les cordes de service, les échelles usées qui ne sont pas tout de suite remplacées; cela fait une belle liste de matériel défectueux que la direction ne se presse pas de remplacer ou de fournir.

L'adjoint au chef de centre lui-même prétendait le manque de crédits pour s'opposer à l'achat de plusieurs valises d'oxygénothérapie proposé par le médecin du travail.

Ainsi, pour des raisons d'économie, la direction piétine les règles de sécurité et toutes ses belles paroles ne sont en réalité que du vent.

Mais elle sera la première en cas d'accident grave à rejeter ses propres fautes sur les travailleurs.

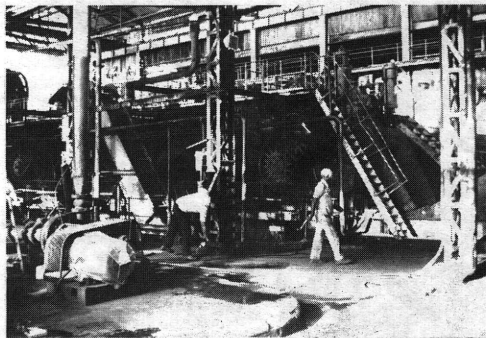
GUADELOUPE Maison de l'enfance : Les employés excédés par l'arbitraire !

Lundi 29 janvier, le personnel de la Maison Départementale de l'Enfance à Boisripeaux (Abymes) se mettait en grève illimitée, jusqu'à satisfaction des revendications.

Celles-ci concernaient d'une part le paiement de salaires en retard et de la prime 77-78; mais il s'agissait surtout d'obtenir la titularisation d'une de leurs collègues. Cette dernière, qui travaille à la Maison de l'Enfance depuis 13 ans, est la seule de sa promotion à n'être pas titulaire. La directrice tente de justifier ce fait par des arguments qui n'en sont pas : entre autres, la dame l'aurait «injurée» (!). Le pire, c'est que son cas a déjà été évoqué devant la commission paritaire, comprenant, entre autres, le président du conseil général et le maire des Abymes, et que jusqu'à présent, ce sont les diktats de la directrice qui font force de loi.

Cette fois, la coupe était pleine : Lundi matin, l'entrée était bloquée par les grévistes, et les deux ou trois «jaunes» qui voulaient à tout prix entrer ont dû escalader la clôture. Envoyés du préfet et du sous-préfet, président du conseil général et maire des Abymes se sont alors sentis «concernés». Ce n'est qu'avec l'assurance formelle que la commission paritaire se réunira cette semaine, afin de titulariser leur camarade, que les employés ont repris le travail. Si cette promesse n'est pas tenue, les employés sont décidés à reprendre la lutte jusqu'à satisfaction.

Grosse Montagne Darboussier non aux heures supplémentaires !



Afin de remettre très rapidement les usines en marche pour l'ouverture de la récolte, les patrons de Darboussier et de Grosse Montagne demandent aux travailleurs de faire des heures supplémentaires.

A Grosse Montagne, la direction nous

paie ces heures supplémentaires mais il est évident que quelques sous de plus sur notre salaire ne suppriment pas la fatigue du travail supplémentaire.

Quant à Darboussier, ces heures ne sont pas payées en salaire, par mesure d'austérité, mais les travailleurs peuvent les récupérer en temps de repos, ce qui est vraiment la moindre des choses.

De toutes les façons, il est scandaleux de faire des heures supplémentaires dans un pays où règne un aussi grand chômage.

S'il y a du travail en retard, les patrons peuvent embaucher d'autres travailleurs... Ils en trouveront en masse.

Ce n'est pas à ceux d'entre nous qui sont déjà surmenés par un travail dur, de rajouter à notre fatigue en faisant des heures supplémentaires.

Guadeloupe : Hopital du Camp Jacob Procès pour un Lampiste

Une surveillante du Camp Jacob vient d'être inculpée au tribunal à la suite de la mort d'une jeune mère, ayant subi une césarienne en 1973.

La direction de l'hôpital du Camp Jacob, l'interne de chirurgie et le médecin ne sont nullement poursuivis. Ils ont décidé que la surveillante et l'infirmière-anesthésiste, assumeraient elles seules, la responsabilité de la mort de l'opérée. Ils accusent, la surveillante, Mme Théobald, d'avoir mis par erreur la carte de groupe sanguin d'un autre malade dans le dossier de la malade à opérer, ce qui aurait entraîné une erreur de transfusion, et la mort de l'opérée.

Or, aux dires des syndicats, l'infirmière-anesthésiste affirme avoir pratiqué le test avant la transfusion, il était normal, donc la transfusion ne serait pas en cause.

Donc rien ne prouve la responsabilité de la surveillante dans cette affaire. Mais pour l'administration, il est plus simple d'accuser une surveillante que de voir si les médecins ou la direction n'ont pas eux aussi des responsabilités.

CMGRR martinique Le mouvement se poursuit

Voilà maintenant pratiquement deux mois que les travailleurs de la CMGRR sont en grève, et ils n'ont toujours pas obtenu satisfaction. Rappelons qu'ils réclament une convention collective avec l'indexation de leur salaire sur celui appliqué en France par le même organisme de retraite.

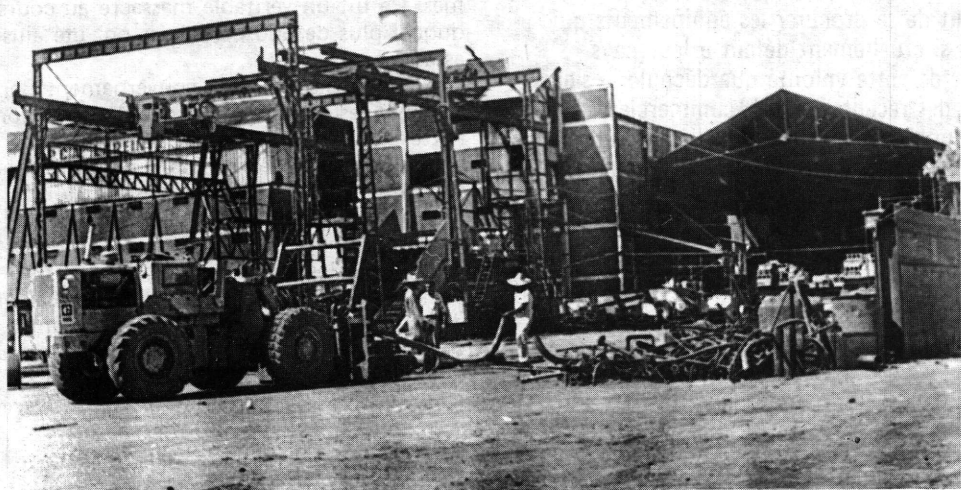
Les patrons qui siègent au Conseil d'administration à côté des syndicats, ne veulent pas «créer un précédent» en accordant des salaires basés sur le SMIC en vigueur en France, car ils craignent que cette revendication fasse tache d'huile parmi les travailleurs en Martinique.

La situation est donc bloquée pour les 14 grévistes de la CMGRR, et c'est pour leur prêter main-forte qu'à l'appel de la CSTM des travailleurs, dont une majorité d'employés municipaux de Fort-de-France, sont descendus dans la rue lundi 22 et mardi 23. Ils ont bloqué quelques artères principales et tenu un piquet de grève en signe de protestation devant le Prisunic ville et le siège de l'UAP dont les patrons sont tous deux membres du Conseil d'Administration.

Ceux de la CMGRR entendent poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction.

Mais il ne fait aucun doute que le soutien de tous les travailleurs ne pourra que faciliter leur victoire.

martinique : 40 TRAVAILLEURS LICENCIES A L'USINE DU LAREINTY



L'USINE DU LAREINTY

L'administration coloniale — par Inspection du travail interposée — entérine la décision d'Hayot patron de l'usine Lareinty de licencier 40 travailleurs de cette entreprise.

Le patron de Lareinty, en supprimant une équipe de quart, supprime du même coup ces 40 emplois à la production. Il prétend pour cela une diminution du tonnage de canne broyée pour cette année.

Le patron invoque ainsi le fait que l'an dernier, alors que l'usine prévoyait le broyage de 130.000 tonnes de canne, elle n'en a broyée en réalité que 101.000. Ce qui selon ces messieurs n'a pas permis le plein rendement, et a donc entraîné une perte en argent. Cette année, ce ne sont que 80.000 tonnes qui sont prévues, en raison d'une nouvelle diminution des surfa-

ces plantées.

Car malgré les millions de subventions reçus de l'Etat, les capitalistes usiniers payent la tonne de canne aux petits planteurs à un prix dérisoire, les acculant à la ruine, et les obligeant ainsi à abandonner les uns après les autres cette culture.

HAYOT cette année encore n'a payé que 90F la tonne de canne, alors que la revendication des petits planteurs est de 180F !

Ce chiffre si bas, outre la volonté des capitalistes usiniers d'abandonner la canne, est bien l'une des raisons directes de la diminution des surfaces plantées.

Les HAYOT et consorts ne manquent pas de culot en imposant aux travailleurs de faire les frais de leur propre politique !

LAMENTIN MARTINIQUE : UN INCIDENT REVOLTANT A L'AEROPORT

Un incident dramatique a eu lieu samedi 20 janvier à l'aéroport. Un homme rendu fou furieux par l'attitude des policiers de la douane, a blessé grièvement sa fille de 6 ans en la précipitant de la terrasse de l'aéroport par dessus la balustrade sur le sol quelques mètres plus bas.

Ce geste est évidemment dû à un moment de folie et d'inconscience. Mais apparemment, personne n'a rien fait non plus pour tenter d'apaiser cet individu pris d'une véritable crise de nerfs. Et les circonstances expliquent le drame.

L'homme était venu accueillir sa compagne, mère de la fillette. Celle-ci, une Sainte-Lucienne, n'était pas ce jour-là en possession du visa lui permettant de pénétrer en Martinique. Et bien qu'elle ait l'habitude de voyager entre Sainte-Lucie et la Martinique, elle se retrouva cette fois bloquée derrière la douane, dans l'impossibilité de voir sa fille. La mère et la fille étaient donc séparées par quelques mètres infranchissables par la seule vertu d'un petit bout de papier appelé «visa».

Le père, après plusieurs tentatives auprès

des policiers, ne parvint pas à les fléchir pour qu'ils la laissent passer. Devenu fou de rage et d'impuissance, devant le refus persistant des policiers, il menaça de tuer sa fille si on lui refusait de voir sa mère. Il voulut mettre sa menace à exécution. La fillette ne fut heureusement que blessée et le père, manifestement revenu à la raison par l'horreur de son acte, se constitua aussitôt prisonnier.

Mais si l'acte de ce père est odieux, la loi sur les «étrangers» qui sépare ainsi une mère et sa fille ne l'est pas moins. Et tout le système répressif (douane, police) mis en place aux frontières et spécialement intrusif pour les habitants des îles voisines (Haïtiens, Dominicains, Sainte-Luciens...) a de quoi révolter, d'autant plus qu'il est représenté bien souvent par des individus brutaux, méprisants et arrogants.

Mais si ce système est inhumain et impitoyable pour les travailleurs ou les petites gens qui n'ont pas la chance d'avoir des «relations», il est par contre souriant et compréhensif lorsqu'il s'agit de riches bourgeois qui traversent les frontières.

iran : KHOMEINY RENTRE AVEC L'ACCORD TACITE DE L'ARMEE



CEUX QUI SE BATTENT POUR QUE KHOMEINY REVienne.

Après avoir retardé son départ à deux reprises c'est finalement le Jeudi 1^{er} Février que l'Ayatollah Khomeiny quittera la France pour retourner en Iran après plus de 15 ans d'exil. Il apparaîtra sans doute en tant que grand triomphateur aux yeux des millions et des millions de personnes qui ont scandé son nom, sont descendus dans la rue à son appel et se sont trouvés face aux troupes de la dictature.

Mais les péripéties mêmes de son retour montrent bien quel est le rapport des forces actuel en Iran. Car il a suffi de l'occupation de l'aéroport de Téhéran par l'armée pour que le retour de Khomeiny à deux reprises ait été ajourné.

Ainsi, l'armée signifiait au dirigeant des religieux que son retour était, non impossible, mais simplement prématuré. Celui-ci s'inclinait aussitôt devant ce qui apparaissait comme un diktat des militaires, alors qu'il aurait fort bien pu appeler la population à se battre contre l'armée pour faciliter son retour.

Cela, Khomeiny ne l'a pas fait, non qu'il ait peur des militaires, mais parce qu'il a peur des masses qui se sont mises en branle sur son nom.

Car jusqu'à maintenant, toute la tactique de l'opposition à la dictature personnelle du Shah a consisté à empêcher que la population s'en prenne à l'armée et à la police, c'est-à-dire aux deux piliers essentiels de l'appareil d'Etat iranien.

Les dirigeants de l'opposition veulent maintenir intacte cette armée. Mieux, c'est

d'elle qu'ils veulent tenir le pouvoir. Et Khomeiny — malgré l'énorme soutien populaire qui le porte — lui-aussi attend la reconnaissance de son pouvoir de cette armée.

La colère a débordé devant les entraves mises à l'entrée de Khomeiny en IRAN. Les manifestations violentes qui ont eu lieu, ont montré à quel point peu de choses retenaient encore les masses en colère de s'attaquer au véritable pilier du pouvoir : l'armée.

C'est peut-être devant le gonflement incessant de la colère du peuple iranien que finalement après tractations, retournements et hésitations spectaculaires que le gouvernement en place a décidé, avec la bénédiction de l'armée de laisser finalement rentrer l'Ayatollah Khomeiny.

Celui-ci qu'il proclame ou pas sa «république islamique», aura surtout pour tâche de ne pas se laisser déborder par ses propres partisans et d'éteindre progressivement la colère de ses partisans. A moins bien sûr qu'il n'ait à les utiliser dans sa marche vers sa «république islamique».

Les masses iraniennes accepteront-elles comme fin de leurs luttes le seul retour de Khomeiny et la proclamation de la république islamique ? Et dans ce cas qu'attendent-ils de l'un et de l'autre ? Il est difficile de le dire dès maintenant.

Mais une chose est bien certaine c'est que c'est des aspirations, et de la volonté de les voir se réaliser, que dépendront les événements des prochains jours en Iran.

ANGLETERRE : les travailleurs en grève paralysent l'économie

La grève des camionneurs de Grande-Bretagne paralyse le pays et entraîne à sa suite des mouvements dans toute la classe ouvrière anglaise.

Dans toute l'Angleterre, les travailleurs ont déclenché des grèves, et cela sans attendre le signal de leurs directions syndicales. Celles-ci avaient en effet signé avec le gouvernement un accord limitant les hausses de salaires à 5% alors que l'inflation dépassait largement ce pourcentage.

Mais les travailleurs en ont assez des bas salaires qui leur sont versés, probablement les plus bas de toute la communauté européenne. Quand on sait que certains employés de l'Etat ont à leur disposition — impôts déduits — 400 F par semaine pour les hommes, 265 F pour les femmes, on conçoit qu'ils rentrent en lutte pour exiger des augmentations de 20 à 40%. Face aux propositions dérisoires du gouvernement, les éboueurs, les travailleurs de la santé, les cheminots ont débrayé 24 heures, les travailleurs des écoles organisent des mouvements tournants de grève. Dans différentes entreprises du privé les grèves se multiplient également.

Les travailleurs de Grande-Bretagne dans leur combat se retrouvent, au-delà des frontières, du même côté que les travailleurs des autres pays. Comme la classe ouvrière, partout dans le monde les ouvriers anglais luttent contre les licenciements, contre les hausses de prix, contre la dégradation de leurs conditions de vie. La situation est telle qu'aujourd'hui, les travailleurs, qu'ils soient anglais, français, américains ou antil-

lais, doivent s'affronter à des bourgeois rapaces. Ces capitalistes ont décidé de traverser la crise — celle de leur propre économie — sans rien perdre de leurs profits. Ce qu'ils veulent, et partout, c'est imposer des sacrifices aux travailleurs, c'est que la classe ouvrière paye la crise du système pourri qu'ils défendent.

Cela veut dire que partout où les travailleurs combattent, ils le font contre la même exploitation, contre la même crise du capitalisme.

Pourtant à l'heure même où les travailleurs de différents pays combattent, ensemble si l'on peut dire, indépendamment des frontières, les directions syndicales imposent à leurs luttes des limites étroites.

Aux Antilles et en France par exemple, ces directions imposent aux travailleurs des mouvements très limités dans leur ampleur et aux objectifs si étroits qu'ils ne risquent pas de faire tache d'huile.

Aux Antilles comme ailleurs le problème pour les travailleurs reste le même: c'est de donner à leur lutte une direction et des perspectives qui leur permettent réellement d'engager le fer contre les responsables de la crise et de la leur faire payer.

La grève des travailleurs anglais vient de nous rappeler, grâce à la détermination dont ils font preuve, qu'on peut se passer des directions syndicales ou les dépasser pour lutter.

Cette leçon-là vaut pour tous les travailleurs où qu'ils soient.

Noël CANTIUS

DENG-XIAO-PING AUX U.S.A

Le premier ministre de la République Populaire de Chine, Deng-Xiao-Ping, vient d'effectuer un voyage officiel aux Etats-Unis, le premier après que les deux pays aient décidé en Décembre dernier d'établir des relations officielles et d'échanger des ambassadeurs.

Ce geste était l'aboutissement juridique d'une politique de rapprochement inaugurée par les U.S.A. depuis plusieurs années.

En 1972, on allait voir une réconciliation spectaculaire entre les deux Etats, réconciliation marquée par le voyage en Chine de Nixon, alors président des Etats-Unis. Cette reprise des relations intervenait à la fin de la guerre du Vietnam, lorsque les Etats-Unis se retirant d'Indochine, pour faire pièce à l'influence de l'Union Soviétique recherchèrent l'alliance de la Chine afin que celle-ci soit la garante du nouvel équilibre international dans cette partie du monde.

Ainsi donc, après avoir isolé le régime chinois pendant un quart de siècle, l'impérialisme américain tente de s'en faire un allié dans la lutte qui l'oppose à l'Union Soviétique, en le réadmettant progressivement dans le concert des grandes nations.

Mais le fait que les positions de la Chine et des Etats-Unis sont de plus en plus convergentes sur le plan diplomatique ne signifie pas pour autant que la Chine redeviendra un vassal pur et simple de l'impérialisme. Le gouvernement chinois s'est justement retrouvé isolé pendant 25 ans pour avoir refusé de céder devant les pressions du capitalisme étranger et tenté de développer l'économie chinoise à l'abri — pensait-il — des appétits des puissances impérialistes. Et la Chine n'est pas prête à céder sur ce point.

Par contre, les dirigeants chinois acceptent de s'ouvrir un peu plus au marché et aux capitaux mondiaux, cela toujours dans le but de se procurer les équipements qui font si cruellement défaut à leur pays. C'est de cette volonté que découle la signature des récents accords commerciaux avec le Japon et la demande d'alliance faite par Deng-Xiao-Ping au gouvernement américain.

Cette évolution va dans la logique des choses, dans la logique des relations entre deux Etats de même nature, deux Etats bourgeois.

J. B.

BOKASSA ET MOBUTU MASSACRENT LA POPULATION CENTRAFRICAINE

La semaine dernière d'importantes manifestations populaires se sont déroulées à Bangui, capitale de l'«empire» centrafricain.

Partie tout d'abord des milieux étudiants, l'agitation a rapidement conflué avec le profond mécontentement existant dans toutes les couches pauvres de la population.

Les manifestants ont mis à sac, en particulier, deux établissements commerciaux appartenant à Bokassa, le dictateur centrafricain.

Pour Bokassa, l'indépendance ne constitue qu'un moyen de s'enrichir en pillant l'Etat centrafricain. C'est ainsi que ce dictateur vient d'acheter en France, sur la Côte d'Azur une propriété de 10 millions de francs, somme qu'il a détournée grâce à sa position de chef incontrôlé de l'Etat.



Jean-Bedel BOKASSA

Par contre, les fonctionnaires d'une ville située à 300 km de Bangui, n'ont pas été payés depuis le mois d'août dernier.

Quant aux ouvriers, aux petits paysans, aux paysans sans terre et à l'immense masse des sans-travail, ils végètent dans la plus affreuse misère.

Pour réduire à merci le soulèvement populaire, le dictateur centrafricain a fait appel à l'armée zairoise de son collègue Mobutu.

L'armée zairoise a investi Bangui et a tiré au mortier sur une foule composée d'enfants, de femmes et d'hommes absolument désarmés. Ce fut un véritable massacre au cours duquel plus de 300 personnes ont été ainsi assassinées.

Depuis, Giscard et le gouvernement Barre, qui sont les véritables patrons de la marionnette Bokassa, sont très embarrassés pour commenter ces événements. La bourgeoisie française a mis en place Bokassa et lui a accordé tout son soutien parce qu'elle sait pouvoir compter sur lui pour défendre ses intérêts. Et les capitaux français investis dans l'uranium et dans les mines de diamant de ce pays sont extrêmement importants.

C'est donc au nom du sacro-saint capital que GISCARD et BARRE cautionnent de tels massacres et des dictateurs sanguinaires comme BOKASSA.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE (GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

communiqué

On nous prie d'insérer le communiqué suivant :

«Le Comité Permanent de Soutien aux Femmes Agressées vous invite le Samedi 3 Février à partir de 16 heures, aux «6 heures des Femmes» qu'il organise au Théâtre Municipal de Fort-de-France.

Au programme :

- Présentation du CPSFA.
- Montage de diapositives.
- Présentation de notre brochure.
- Montage poétique.
- Exposition, musique, débats, vente de livres, rafraîchissement...

Pour dénoncer l'oppression et l'exploitation des femmes antillaises, les agressions tant physiques que psychologiques dont elles sont les victimes, dans la rue, à leur travail, dans leur entourage.»